



## « La situation des défenseuses guatémaltèques des droits humains reste une réalité largement ignorée. »

*Le ton est empreint d'humilité. Les mots méticuleusement choisis lorsqu'elle parle des communautés paysannes pour qui elle éprouve une grande estime. Volontaire PBI au Guatemala entre 2013 et 2014 et actuellement de retour sur le terrain pour quelques mois supplémentaires, Kim-Mai Vu nous plonge dans l'univers des femmes guatémaltèques défenseuses des droits humains dont bien des réalités restent peu connues du grand public.*

facing **PEACE**<sup>PBI</sup>

NOM : KIM-MAI VU  
DATE D'ENGAGEMENT : NOVEMBRE 2013  
LIEU D'AFFECTATION : GUATEMALA

### Quels sont les défis auxquels une volontaire suisse engagée dans un pays comme le Guatemala est particulièrement confrontée au début de sa mission ?

Une volontaire qui débute sa mission au Guatemala se trouve généralement confrontée à deux défis : d'une part, gérer la méfiance des communautés locales vis-à-vis des personnes occidentales en général, et, d'autre part, faire face aux tendances parfois machistes des interlocuteurs locaux de sexe masculin. En ce qui concerne le premier challenge, il convient de mentionner que certaines communautés paysannes que nous accompagnons s'opposent à des projets d'industrie extractive très souvent promus ou financés par des entreprises étrangères. Du coup, lorsque nous arrivons pour un premier accompagnement dans une communauté, les habitants nous observent parfois avec

“ Les femmes étrangères restent bien mieux loties que leurs homologues guatémaltèques qui souffrent de bien plus de discrimination et de répression. ”

méfiance. Pour asseoir la confiance, nous nous présentons à chaque fois, expliquons quel est notre mandat et le but de notre présence et indiquons le nom de l'organisation que nous accompagnons. Cette démarche brise généralement la glace et la confiance s'instaure peu à peu au fil des accompagnements.

Le second challenge est, quant à lui, assez compliqué à gérer. Il demande beaucoup plus de tact et se manifeste de diverses manières. Au Guatemala, les hommes sont généralement bien mieux considérés que les femmes.

Cet état de fait explique pourquoi il arrive parfois que les hommes guatémaltèques soient plus enclins à discuter avec les hommes des équipes d'accompagnement de PBI qu'avec les femmes. Face à une telle situation, une volontaire peut se sentir ignorée, voire snobée. Toutefois, il ne faut pas oublier que les femmes étrangères restent

bien mieux loties que leurs homologues guatémaltèques qui souffrent de bien plus de discrimination et de répression.

### En parlant des femmes défenseuses des droits humains guatémaltèques, pouvez-vous nous en dire plus sur leur situation ?

Les défenseuses guatémaltèques sont particulièrement vulnérables. La culture et les pratiques sociales de leur pays accordent plus de pouvoir à l'homme et confinent la femme au domaine privé et aux tâches domestiques. Vu qu'il est socialement accepté qu'il revient à l'homme de s'impliquer dans les affaires publiques, l'intervention de la femme sur ce terrain est généralement perçue comme une ingérence intolérable. La femme guatémaltèque qui sort ainsi du moule tracé par sa société pour de surcroît s'impliquer dans la défense des droits humains devient alors la cible

“ Le viol peut être utilisé comme une arme pour empêcher une femme de défendre ses droits ou ceux de sa communauté. ”

d'actes d'oppression et de campagnes de dénigrement venant de toute part, et parfois même de sa propre communauté. Femme aguicheuse, voleuse de mari, mère incapable d'assumer son devoir d'éduquer ses enfants, ... Les termes dénigrants à son encontre sont légion. Si la défenseuse ne renonce pas à son engagement, elle peut être la cible de toutes sortes d'attaques, de criminalisation et parfois de violences sexuelles. Le viol d'une défenseuse des droits humains, ou d'un membre de sa famille, peut être utilisé comme une arme pour l'empêcher de défendre ses droits ou ceux de sa communauté. La situation des femmes défenseuses des droits humains ainsi que les nombreux dangers auxquels elles font face, restent une réalité encore largement ignorée.

Mais, malgré leur situation précaire, elles tiennent debout et font preuve d'une volonté qui force l'admiration.

### Un bilan à ce stade de votre engagement dans cette lutte pour les droits humains...

La notion de bilan induit l'idée d'objectifs clairs à atteindre avant la fin de mon engagement. Il s'agit plutôt d'un travail sans fin que d'autres volontaires ont commencé avant moi et que d'autres continueront après mon départ. Cette mission est colossale et demande beaucoup d'investissement personnel. Mais nous bénéficions de périodes de congé dont on profite pleinement. Je m'en sers pour prendre des nouvelles de ma famille et de mes amis en Suisse. J'adore aussi me balader dans des villages isolés pour m'immerger en plein cœur des populations guatémaltèques. Là, j'y découvre les coutumes et traditions du pays... Bref, la culture guatémaltèque dans toute sa diversité.

## Se guérir des violences grâce à la « sanación »

Ne disposant pas d'une solution qui les mettrait à l'abri de toute violence, certaines défenseuses des droits humains guatémaltèques ont parfois recours à un précieux rituel appelé *sanación* (littéralement « guérison » en français). À chaque fois que le besoin se fait sentir, elles se retrouvent en conclave pour un atelier de purification de leur esprit et de leur corps. Durant une journée entière ou plusieurs jours d'affilée, elles se libèrent de tout ce qu'elles endurent dans leur lutte. Chaque femme parle à cœur ouvert, explique comment elle se sent et bénéficie du soutien de ses camarades. Des cérémonies, massages tranquillisants et nourritures spéciales censées purifier le corps et l'esprit sont au menu de la journée. Ces cérémonies sont très intimes. Une des organisations que PBI accompagne organise ces rituels de guérison, il s'agit de l'AMISMAXAJ (l'Association des femmes indigènes de Santa María Xalapán). C'est un processus de guérison à forte valeur culturelle et psychologique au terme duquel les défenseuses repartent plus vivifiées et apaisées pour continuer leur lutte en faveur des droits humains.

Préparation d'une session de sanación organisée par l'AMISMAXAJ. Sur la toile sont représentées les quatre couleurs du drapeau xinca, une ethnie non-maya présente au sud-est du Guatemala.





## L'eau au cœur d'un conflit dans une région oubliée du Guatemala

Dans les territoires où vit le peuple Chortí, dans l'ouest du Guatemala, il est risqué de s'engager pour les droits humains. D'autant plus depuis que de grands projets hydroélectriques génèrent des conflits au sein des communautés paysannes. Ces conflits, Lesly Ramirez, responsable de projet au sein de la Centrale paysanne Chortí Nuevo Día (CCCND), les vit au quotidien à travers ses activités. Dans un entretien avec PBI Suisse, elle présente la situation dans laquelle cette région reculée se trouve.

La communauté Chortí manifeste pour le droit à la consultation et la protection de l'environnement.

C'est dans le département de Chiquimula, à mille lieues de la capitale guatémaltèque et dans l'une des régions montagneuses les plus sèches du pays, que vivent les autochtones Chortí. Pour ce peuple d'agriculteurs, l'eau est une ressource vitale. Il suffit qu'une récolte soit détruite par la sécheresse, pour que les conséquences soient dramatiques. Le taux de malnutrition infantile est très élevé, aucune aide ne vient de l'Etat. Dans ce contexte tendu, la construction de grandes centrales hydroélectriques, dans le cadre du Projet mésoaméricain pour l'intégration et le développement, complique encore la donne.

### De l'électricité oui, mais pour qui ?

L'entreprise guatémaltèque Las Tres Niñas – propriété de l'America Trans Group – a été chargée du projet El Orégano sur le fleuve Río Grande duquel six communautés Chortí tirent directement leur approvisionnement en eau. «Alors qu'au Guatemala, de nombreuses communautés paysannes n'ont pas accès à la l'électricité, ici on va produire de l'énergie pour la vendre à l'étranger et tout cela dans une zone extrêmement sensible!», s'emporte Lesly Ramirez. «Actuellement, le Guatemala produit déjà deux fois plus d'énergie électrique que ce dont a besoin la population. Ce type de projet n'est donc pas réalisé dans l'intérêt des Guatémaltèques!»

### Provoquer, menacer et diviser

En réalité, le gouvernement a accepté le projet El Orégano sans l'aval des populations concernées. Or, les communautés estiment que les ressources naturelles leur appartiennent et qu'une consultation était nécessaire avant d'y implanter une énorme centrale. Dès le début, bon nombre de Chortí se sont opposés à la construction. «Ils interdisent à l'entreprise l'accès à leurs terres, déposent des plaintes et revendiquent l'accès aux ressources naturelles

et leurs droits en tant que communauté autochtone», précise Lesly Ramirez. En tant que membre de la CCCND et en collaboration avec d'autres organisations, elle soutient toutes les actions pacifiques. Mais la résistance contre le projet de centrale hydraulique est éprouvante : «Les entreprises tentent de gagner l'appui des leaders communautaires, afin de semer le trouble dans les villages et de provoquer, menacer et diviser les communautés. Elles ont également recours à de fausses accusations contre les activistes pour qu'ils soient en permanence auditionnés par un tribunal ou par le ministère public. C'est comme ça qu'ils pensent parvenir à faire taire la résistance», s'alarme la défenseuse des droits humains.

«Alors qu'au Guatemala, de nombreuses communautés paysannes n'ont pas accès à la l'électricité, ici on va produire de l'énergie pour la vendre à l'étranger!»

«Dans une région où survivre représente déjà un défi quotidien, cette résistance constitue une charge supplémentaire pour les femmes.»

«Auparavant, les villages vivaient en paix alors qu'aujourd'hui ils sont devenus dangereux en raison du conflit entre partisans et opposants à ce projet énergétique. Les habitants ont tous peur et cette résistance provoque des impacts importants sur leur santé, ce qui peut les plonger encore plus profondément dans la pauvreté.»

### Les femmes dans le viseur

Devant une telle situation, les femmes Chortí montent en première ligne pour changer la donne et s'engagent en faveur des droits de leurs communautés. Mais cela les rend particulièrement vulnérables face aux agressions physiques, aux menaces et à la diffamation. «Nous savons que certaines dirigeantes communautaires ont reçu des menaces de mort anonymes», révèle Lesly Ramirez. «Dans une région où survivre représente déjà un défi quotidien, cette résistance constitue une charge supplémentaire pour les femmes. Certaines d'entre elles se retrouvent seules avec leurs enfants lorsque leurs maris sont en prison,

ce qui conduit à des situations très difficiles», déplore l'activiste.

### Dénoncer la souffrance

Pour sensibiliser l'opinion internationale sur les enjeux liés au devenir du peuple Chortí, Lesly Ramirez s'était rendue en Suisse en avril dernier à l'invitation de PBI. Elle a ainsi pu rapporter ses préoccupations à des représentants du Département des affaires étrangères et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Elle tire un bilan positif de sa venue sur sol helvétique et souligne qu'il est «très important de pouvoir mettre en lumière les souffrances liées aux agressions vécues par les communautés paysannes et les indigènes, surtout les femmes. Nous attendons de la communauté internationale qu'elle exprime sa solidarité en faveur des personnes touchées et exige de l'Etat guatémaltèque une protection pour les victimes de violations des droits humains!»

## QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES COMMUNAUTÉS CHORTÍ ?

Le projet hydroélectrique El Orégano est contesté par une grande partie de la population Chortí pour plusieurs raisons. Une telle centrale les priverait d'une ressource naturelle indispensable à leur vie : l'eau, qu'ils utilisent pour l'agriculture et la pêche et, tout simplement, dans leur vie quotidienne. La biodiversité serait également touchée alors que la forêt tropicale sèche est déjà fragilisée par la rudesse du climat et le sol montre toujours les stigmates du passage d'un ouragan en 1998. Enfin, les communautés Chortí estiment qu'elles devaient être consultées car le projet sera implanté sur leur territoire. Elles revendiquent le droit de pouvoir décider par elles-mêmes des projets les affectant directement, comme le prévoit la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail.



Lesly Ramirez en compagnie de la volontaire Kim-Mai Vu à Genève en avril dernier.



Le fleuve Río Grande sur lequel la centrale hydroélectrique doit être construite.

la paix a besoin de vous.